

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Solidarité internationale** / **p.3 à 6 : Place au débat**
(Par Jean-Claude CHAILLEY) / **p.7 : Actualité sociale** / **p.8 : Coup de gueule**
(Par Antoine DUCROS)

L'ÉDITO

Après les ordonnances réformant le code du travail, la baisse des APL, la réforme de l'ISF démontre, s'il en était besoin, que Macron est bien le Président des riches, plus encore que ses prédécesseurs, y compris Sarkozy. Certains de ses électeurs du premier tour commencent à s'en apercevoir et à s'en mordre les doigts. Mais il est bien tard. Même si certains députés LREM expriment quelques velléités d'indépendance, ils sont vite ramenés à la bergerie macronnienne. Les députés PCF, FI et quelques-uns des socialistes font ce qu'ils peuvent pour tenter d'infléchir cette politique mais ils ont des pouvoirs limités. La lutte contre les ordonnances continue, mais force est de constater que la mobilisation, qu'elle soit d'origine syndicale ou politique, n'est pas au rendez-vous. Les salariés, hantés par le chômage et au pouvoir d'achat limité, peinent d'autant plus à se mobiliser que les mobilisations précédentes, notamment contre la loi El Khomri, n'ont pas permis de résultats significatifs. Et puis, même si la mobilisation du 10 octobre pour la défense de la fonction publique était unitaire, une fois de plus les syndicats sont divisés et indécis sur la stratégie. Peut-être faudrait-il un nouveau Louis VIANNET, ancien secrétaire général de la CGT, qui vient de décéder et dont l'action n'est pas pour rien dans l'aboutissement du mouvement de 1995 contre la politique de Juppé.

Côté politique, ce n'est guère mieux. Mélenchon et la France Insoumise n'ont pas autant mobilisé qu'ils l'espéraient. Malgré la présence de responsables d'autres forces politiques, l'action du 23 septembre n'est pas apparue suffisamment rassembleuse pour inciter une partie importante des salariés à y participer.

Alors, doit-on baisser les bras et laisser faire le gou-

vernement Philippe ? Non, bien sûr ! Mais, comme on l'a toujours dit à Réso, il faut privilégier l'unité et le rassemblement des forces de progrès, seuls susceptibles de redonner confiance au peuple de gauche. Mobilisation syndicale et mobilisation politique ne doivent pas être antinomiques. Au contraire, syndicats et politiques doivent agir de concert et réfléchir ensemble à la meilleure manière de parvenir à l'objectif fixé. Cela, dans un contexte où la gauche politique connaît de profonds bouleversements. Le Parti Socialiste, hier encore principale force de gauche, est en pleine décomposition. Malgré une érosion limitée lors des dernières sénatoriales, il est difficile d'imaginer que le PS puisse redevenir rapidement un parti central à gauche, alors que de nombreux militants de gauche le quittent... quand ils ne sont pas exclus. Le mouvement M1717 de Benoît Hamon tente de s'installer dans le paysage et pourrait bientôt se transformer en nouveau parti politique, mais il n'est pas acquis qu'il puisse devenir une alternative crédible. Quant à la France Insoumise elle-même se cherche entre parti politique et simple « mouvement de JL Mélenchon ». Le Parti Communiste, qui a réussi à garder ses 2 groupes parlementaires, cherche lui aussi, à travers de vifs débats internes, à tirer les leçons de la phase politique que nous venons de vivre. Dans ce chaos structurel beaucoup de militants de gauche restent en attente d'une autre voie, d'un autre projet plus conforme à leurs yeux.

À droite, la décomposition est aussi en marche. L'hypothèse de l'élection de Wauquiez à la présidence de LR n'est pas du goût de tous les adhérents de LR. Et le mouvement de Macron, LREM, connaît aussi ses premiers soubresauts, certains prédisant même son éclatement à moyen terme.

(suite page 2)

L'EDITO (suite)

Il se pourrait que d'ici 2019, année de la prochaine élection nationale (et européenne), le paysage politique connaisse de nouveaux bouleversements. Mais nous n'en sommes pas encore là. Aujourd'hui l'urgence est à l'action contre la politique libérale mise en œuvre et au soutien des salariés dont l'emploi est menacé comme à GMMS, Tupperware et tant d'autres.

Côté international, on notera que les forces libérales et conservatrices sont presque partout gagnantes des élections, que ce soit en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Argentine, avec une extrême-droite toujours plus puissante en Europe. Seules exceptions, la Nouvelle-Zélande et le Vénézuéla. Si on peut se réjouir de voir Daesch perdre du terrain en Syrie et en Irak, son pouvoir de nuisance n'est pas tari avec les attentats perpétrés à travers le monde. Un monde de plus en plus instable où les risques d'un conflit impliquant les Etats-Unis ne peuvent être écartés.

Dans cet avenir très incertain, le rôle que s'est fixé RESO d'être ferment de réflexion commune et de dialogue à gauche est bien d'actualité.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



TTIP, CETA, NAFTA, TPP, RCEP... Autant de sigles qui soulèvent une opposition grandissante, y compris depuis peu en Europe.

Ce rejet vise ce que l'Union européenne met en place, depuis des années, dans le Sud.

Au vu des limites et de l'impasse des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les accords de libre-échange se sont, en effet, multipliés. Ils permettent de faire progresser le libéralisme en contournant les oppositions, en divisant les blocs régionaux et en accentuant les rapports de force inégalitaires.

Cette multiplication s'est doublée d'une reconfiguration : sont ainsi apparus les méga-accords, qui couvrent une surface géographique plus étendue et un champ qui va bien au-delà de celui de l'économie.

Ces accords soulèvent nombre de questionnements. Les tribunaux privés d'arbitrage constituent ainsi la partie la plus évidemment contestable d'un montage politico-économique. Ils sont les lieux et les instruments d'une néolibéralisation du monde.

C'est à la fois le processus même de ces accords – négociés dans le secret, sous la forte pression combinée d'États et de lobbies privés –, leurs impacts – l'accès aux ressources naturelles, aux services sociaux de base, aux médicaments et aux semences – et leur logique – la subordination de l'espace public et de la souveraineté politique –, qui sont contestés.

Certains acteurs sociaux – les paysans, les indigènes, les femmes et les travailleurs en général –, frappés de plein fouet, sont aussi celles et ceux qui portent la résistance et l'espoir d'une alternative.

[Accords de libre-échange - Cinquante nuances de marché](#), coordonné par Frédéric Thomas, aux Editions Syllèpse, Paris, septembre 2017, 192 pages, 13 euros

PLACE AU DÉBAT

Vers un traité de Lisbonne de la zone Euro ?

Par Jean-Claude CHAILLEY

Vers un « socle européen des droits sociaux », vers lequel il faudra « converger ».

Vers la dissolution de la République. Macron veut « *changer les structures économiques et sociales* » françaises conformément à cette refondation XXL de l'Europe.

➔ **Les réformes Macron et cette refondation de la zone euro sont inséparables.**

Ce 1^{er} dossier est destiné à alerter sur la réforme systémique de la zone euro – déjà à un stade très avancé – dont Jupiter se fait le porte-parole et l'exécutant vis-à-vis des chefs d'Etat européens au Parthénon et ailleurs.

Note : pour que le lecteur puisse juger **sur pièces**, j'ai inclus beaucoup de **citations**.

Cette réforme :

- C'est le traité constitutionnel de 2005, **le traité de Lisbonne**, mais « **XXL** ».
- Les peuples ne l'accepteraient pas, donc pas de référendum. Macron veut le scinder par thèmes adoptés au maximum en catimini.

Pourquoi les dirigeants de l'Union européenne organisent une refondation de la zone euro ?

Parce que l'Union européenne, et notamment la zone euro, sont en crise profonde qui va vers l'explosion.

- L'euro était supposé favoriser une convergence des économies. C'est l'inverse qui se produit : « *C'est toute l'Union qui est fragilisée par les divergences actuelles* (des économies) ». A terme, à la prochaine crise, il y a fort risque d'explosion. Ils veulent donc tenter d'imposer une « convergence ».
- Les peuples rejettent cette construction européenne du chômage, de la précarité, des reculs démocratiques et sociaux. Les rares référendums « imperdables » sont tous perdus. La Grèce a voté contre les mémorandums de la troïka; le peuple grec est puni.
- Cette politique crée la montée de l'extrême droite partout, y compris en France.

Bien que conscients que cette construction européenne va dans le mur, les dirigeants de l'Union européenne pratiquent la fuite en avant.

Ils veulent donner des pouvoirs directs à Bruxelles, notamment sur chaque pays de la zone euro, pour imposer une « convergence » de plus en plus « austéritaire » à perpétuité.

➔ Pour l'UE « ... mener des politiques saines et s'engager sur la voie de réformes aptes à rendre leur économie plus flexible et plus compétitive ». Dans certains pays « il faudra des années d'assainissement ... »

Le Rapport des 5 présidents, « compléter l'Union économique et monétaire européenne » (22 juin 2015)

Jean Claude Juncker, Donald Tusk – président du Conseil européen -, Jeroen Dijsselbloem – président de l'Eurogroupe -, Mario Draghi, Martin Schultz.

➔ M Draghi, président de la BCE, soi-disant « indépendante » est cosignataire.

➔ M Schultz, membre du SPD, comme la ministre du travail d'A Merkel, était à l'époque président du Parlement européen. Résultat, une déroute électorale qui n'a d'égale que 1933 (et le PS en France).

Après la politique monétaire confiée à la BCE, la Commission européenne veut se donner les moyens d'imposer directement aux Etats de la zone euro leur politique économique et sociale. **C'est la fin de toute souveraineté populaire.**

- « L'euro n'est pas seulement une monnaie, c'est un projet politique et économique » (La preuve par la Grèce : « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens – Jean Claude Juncker -).
- « ...mettre en place des mécanismes concrets permettant de renforcer la coordination des politiques économiques, la convergence et la solidarité...améliorer la gouvernance économique dans la zone euro »

Pour les 5 présidents, il s'agit de « progresser sur 4 fronts » :

I « Vers l'Union économique : convergence, prospérité et cohésion sociale »

- « *La Convergence au cœur de notre union économique* ». La raison de la réforme, de la « refondation » (Macron), c'est de donner tout pouvoir aux institutions européennes, dans le sens de l'aggravation des politiques austéritaires...
- « *Approfondir le marché unique* » : concurrence, privatisations...

- Faire les « réformes structurelles... marchés du travail et des produits plus efficaces, institutions publiques plus fortes ».
- Un semestre européen « plus robuste » dont « les questions sociales et de l'emploi doivent être une **priorité**. » : « robuste = qui s'impose aux peuples »
- **Un système d'autorités (indépendantes) de la compétitivité de la zone euro**

Les syndicats, sous les ordres des « autorités indépendantes », « devraient tenir compte de leur avis lors des négociations sur les salaires » !!! . On s'approche de la conception des régimes autoritaires.

- Le « Partage de souveraineté accru au sein d'institutions communes... exigerait des États membres qu'ils acceptent qu'un certain nombre d'éléments de leurs budgets nationaux et politiques économiques fassent de plus en plus l'objet d'une prise de décision conjointe... Rendre les Etats membres responsables du respect de leurs engagements » (devant Bruxelles)
- « Achever le marché unique des biens et services (inclut bien évidemment les services publics et la Sécurité Sociale), de l'énergie, du numérique... »
- « Le pacte pour l'euro plus adopté en 2011 n'a pas obtenu les résultats escomptés en raison de son caractère non contraignant ... ».

II « Une Union financière : un système financier intégré pour une économie intégrée...finaliser l'Union bancaire et accélérer la réalisation de l'Union des marchés de capitaux ».

▪ « Finaliser l'Union bancaire » :

« Il faut donc une surveillance bancaire unique, un système unique de résolution des défaillances bancaires et un système unique de garantie des dépôts ». La BCE aurait tout pouvoir sur les banques de tous les pays – y compris les fermer – et en cas de crise – inéluctable - le pouvoir de prendre toutes les économies déposées sur les comptes en banque au-dessus d'un certain niveau. Les mêmes traiteraient de « Corée du nord » un gouvernement qui renationaliserait une banque sans verser d'indemnité aux gros actionnaires (et même en en versant) !

▪ « Lancer l'union des marchés de capitaux »

L'objectif est que les entreprises se financent davantage sur les marchés. Application : la réforme Macron de l'ISF exonérant les paquets d'action, la flat tax sur leurs plus-values réduisant l'impôt sur le revenu : tout pour la spéculation !

III Vers l'Union budgétaire un cadre pour des politiques budgétaires saines et intégrées.

- « Dans une Union monétaire, les politiques budgétaires sont un sujet d'un intérêt commun primordial... les politiques budgétaires non viables compromettent la stabilité financière » (La patte de Draghi pour les « réformes »)
- « Une Union budgétaire synonyme à la fois de stabilisation et de viabilité budgétaires... *Garantir la viabilité de la dette publique...* » La France étant pratiquement à 100 % de dette publique, le retour à 60 % garantit une austérité sans cesse accrue à perpétuité.
-

IV Responsabilité démocratique, légitimité et renforcement institutionnel

- ➔ Il s'agit de donner tous les pouvoirs aux institutions européennes
- « L'intégration approfondie au niveau de l'UE et de la zone euro devraient aller de pair avec une plus grande responsabilité démocratique, une plus grande légitimité et un renforcement institutionnel ».
- « Consolider la représentation extérieure de l'euro... ».
- « Un Trésor de la zone euro ».

LE « SOCLE EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX »

Elever les droits sociaux vers un seuil décent dans les pays qui n'y sont pas, sans réduire les droits de ceux qui sont au-dessus de ce seuil, serait un progrès (l'objectif devant être l'harmonisation par le haut).

Mais c'est la convergence par le bas qui est visée par CE projet de refondation de l'UE comme le prouve la Grèce et les contre-réformes incessantes dans tous les pays...

Il s'agit, conformément au rapport des 5 présidents, de convergence libérale dans le domaine social : définir « un certain nombre de principes et de droits fondamentaux en vue de garantir le bon fonctionnement des marchés du travail et des systèmes de protection sociale ».

- ➔ La protection sociale qui est en principe une compétence des Etats ne le sera plus. Les « partenaires sociaux », pratiquement ravalés au rang de lobby, seront impliqués dans « la mise en application des principes et des droits ancrés dans le socle européen des droits sociaux (qui) est une responsabilité conjointe des institutions de l'Union européenne, des États membres, des partenaires sociaux et d'autres parties prenantes ».
- ➔ Les « principes et droits fondamentaux » c'est « l'ordre public » de la loi El Khomri et des ordonnances.

Leur socle c'est la casse des droits sociaux, pas l'harmonisation par le haut :

- Il rappelle des principes généraux existants : *l'égalité entre les femmes et les hommes...* (le problème étant de les réaliser).
- D'autres sont vagues : « *soutien actif à l'emploi* ». Mais le rapport des 5 présidents précise : « Ces autorités de la compétitivité devraient être des entités indépendantes ayant pour mandat de déterminer si les salaires évoluent en accord avec la productivité... trouver le juste équilibre entre des contrats de travail flexibles et sûrs, éviter la fracture entre les « initiés » qui bénéficient d'une protection et de salaires élevés et les autres... alléger la fiscalité du travail (en langage européen, c'est l'exonération de cotisations sociales) ». Le « socle », c'est la politique de Macron.
- D'autres sont plus précis : « *Dans le respect de la législation et des conventions collectives la flexibilité nécessaire aux employeurs... doit être garantie... L'esprit d'entreprise et le travail indépendant sont soutenus. La mobilité professionnelle est facilitée...* ». Toujours le programme Macron !
- Casse de la protection sociale : « Un système de protection sociale... pour protéger les plus vulnérables ». Derrière cette formule faussement empathique, c'est le système des USA, une Sécu pour pauvres et des complémentaires privées... Macron veut mettre fin à l'universalité des allocations familiales. Le PLFSS 2018 s'inscrit dans cette conception.
- ➔ La « convergence », c'est s'aligner sur la Grèce. Les mémorandums infligés à la Grèce prouvent que « le socle » vers lequel il faut converger n'est en aucun cas vers le haut. A fortiori pour la France dont les luttes ont permis malgré les reculs de conserver un niveau relativement élevé par rapport au reste de l'Union européenne (qui a aussi subi maints reculs) .

70ème anniversaire du traité de Rome : tous les chefs d'Etat d'accord.

La déclaration de Rome le 25 mars 2017 des dirigeants des **27 Etats membres, du Conseil européen, du Parlement européen et de la Commission européenne** est une synthèse des documents ci-dessus, **témoignant d'un accord général.**

- ➔ Cet accord général rend malheureusement la négociation d'une nécessaire refondation progressiste de l'Europe peu vraisemblable à court ou moyen terme. Macron s'y oppose, Merkel aussi avec tous les autres chefs d'Etat ...
- ➔ Priorité donc dans un premier temps au regroupement des forces authentiquement de gauche dans la lutte contre cette refondation mortifère.

3 septembre 2017 : Le « discours sur l'état de l'union » de Juncker : « *une Union plus forte, plus unie et plus démocratique* » :

- « *Parachever une union de l'énergie, une union de la sécurité, une union des marchés des capitaux, une union bancaire et un marché unique numérique ; cyber attaques, climat, migrants, socle européen des droits sociaux, un FMI européen...* »
- Le Parlement européen a donné son accord au CETA, d'autres sont en cours
- Retirer du pouvoir aux Etats : extension du vote à la majorité qualifiée, ministre européen de l'économie et des finances « qui encourage et accompagne les réformes structurelles »
- Listes transnationales pour accréditer la fiction d'un peuple européen
- La carotte ou le bâton : réforme du financement des partis et fondations politiques
- Union européenne de la défense car « *l'OTAN y est favorable* » (on s'en doutait, c'est les USA qui la dirige et exigent l'augmentation des budgets des armées).

Macron : « pour la refondation d'une Europe souveraine, unie, démocratique »

Macron, c'est la dissolution de la République !

Les discours de Jupiter sous le Parthénon, à la Sorbonne...sont identiques à ceux de Juncker, qui l'a fait remarquer.

Quelques remarques complémentaires :

- Ce sont les institutions européennes qui deviennent souveraines au détriment des souverainetés populaires des différents pays.
 - Macron accepte même que les domaines régaliens deviennent largement supra nationaux. Europe de la défense sous commandement de l'OTAN, donc des Etats Unis, espace de sécurité commun, ministre de la zone euro...
 - Pour faire disparaître les Etats, il propose que la France, les grands pays, n'aient plus de commissaire à la Commission européenne !
- Quelle « Europe unie » alors qu'une bonne partie des pays de l'Europe géographique et historique, dont la Russie et la Grande Bretagne, sont en dehors de l'UE ?
Quelle « paix » alors que les bruits de botte reviennent ? Après la guerre en Yougoslavie, l'UE est impliquée dans la guerre en Ukraine, sanctionne et menace de guerre la Russie.

Dramatique : les « champions européens de l'industrie » de Macron

- Tout à sa politique ultra européenne, Jupiter promet les « champions européens » en démantelant l'industrie française. Ce ne sont pas des coopérations comme Airbus. Le gouvernement italien qui défend l'industrie italienne a exigé et obtenu la majorité pour STX.
- Pareil pour les « **Universités européennes** »... alors que Macron veut instaurer la sélection à l'université.
- Négation de la souveraineté populaire, pleine souveraineté aux marchés : Des listes transnationales pour donner l'impression qu'il y a un peuple européen, donner une vague impression de légitimité à l'abandon de toute souveraineté populaire au profit des marchés.

Empêcher que les peuples s'expriment

Jupiter a un projet global mais propose une « boîte à outils » permettant d'éviter le débat sûrement trop « complexe » pour nous autres pauvres mortels illettrés. Il s'agit de morceler, d'éclater la refondation:« *Selon les cas, une coopération renforcée, un accord ad hoc, une nouvelle législation sera requise et, si le projet le nécessite, un changement de traité* ».

Le piège grossier de Macron + Juncker + Draghi + Merkel + Gattaz ... :

« *Un choix simple, celui de choisir de laisser un peu plus de place à chaque élection aux nationalistes, à ceux qui détestent l'Europe et, dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans, ils seront là* ». En clair, soit vous êtes pour cette Europe des marchés de plus en plus autoritaire, soit vous êtes complice des fachos !

Leur politique crée la montée du FN . le danger droite extrême et extrême droite !

La droite extrême et l'extrême droite sont déjà dans ou à la tête de nombreux gouvernements. La Commission européenne ne s'en offusque d'ailleurs plus ! Que le fait que le FN n'ait pas passé 40 % déclenche une crise dans ce parti – dont l'abandon officiel de la sortie de l'euro – en dit long !

Appel au rassemblement des forces de progrès pour :

1 Débattre.

2 Combattre fermement cette réforme, ce traité de Lisbonne XXL, de même que les ordonnances, les coupes budgétaires, la réforme des retraites, la casse des services publics, le démantèlement de la Sécurité Sociale... car ils sont inséparables.

3 A partir de là, opposer une refondation respectant les souverainetés populaires, promouvant la coopération mutuellement profitable au lieu de la concurrence dite libre, l'harmonisation par le haut au lieu du dumping social..

ACTUALITE SOCIALE

Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT

Communiqué

Ordonnances : La CGT aurait eu raison ??? Poker menteur : il n'y avait pas de sujet, mais il y a un accord, Pourquoi ?

Suite aux mobilisations du 12, du 21 et notamment du 25 septembre par les salariés des transports, se tenait, hier, une commission paritaire de branche réunissant l'ensemble des organisations syndicales et patronales composant l'ensemble des secteurs d'activités.

Celle-ci avait pour ordre du jour la sécurisation des éléments de rémunération pour les secteurs voyageurs, transports de fonds et valeurs, sanitaires, activités auxiliaires, logistique, déménagement, coursiers et transports de marchandises.

Cette paritaire faisait suite à la réunion provoquée par la ministre du transport le jeudi 28 septembre où ont été soulevées des interrogations et un certain nombre de problématiques sur les rémunérations.

Dès le début de la négociation, un projet d'accord a été présenté et validé unanimement des deux côtés de la table. C'était sans compter sur le ministère du travail qui s'est invité à distance, par l'intermédiaire du président de la commission paritaire. Le fait est qu'il n'était pas question de perdre la face, pour le ministère du travail, concernant les ordonnances.

De l'aveu du patronat, ils subissent les ordonnances et que celles-ci gênent le dialogue social dans la branche et amènera du dumping social franco/français.

En milieu d'après-midi, après moult pressions pour faire bouger notre projet d'accord, le ministère du travail nous honore enfin de sa présence. Il a fallu tout un art juridique, du directeur de cabinet de madame Pénicaud pour accéder à la demande de toutes les organisations syndicales et professionnelles.

Tard dans la soirée, nous avons trouvé un consensus qui règle la question de la négociation entreprise par entreprise et laisse toutes ces prérogatives à la branche concernant l'ensemble des éléments de rémunération de la branche. Nous retrouvons ainsi la hiérarchie des normes conforme aux orientations de la CGT.

Ceci constitue une première entorse aux ordonnances et favorise la négociation collective de la branche. La mobilisation et le rapport de forces peuvent faire bouger les lignes et monsieur Macron et sa politique quoi qu'il en dise, se plie à la volonté de la rue !!!!

Pour rappel, en 2016, déjà, les conducteurs routiers faisaient plier le précédent gouvernement sur les heures supplémentaires.

La convergence des luttes doit s'intensifier de manière à obtenir le retrait total des ordonnances et dans un cadre plus général que l'ensemble des fédérations de la CGT s'attèlent à ce premier recul qui doit en appeler d'autres.

La branche du transport routier CGT reste cependant mobilisée sur tous les autres aspects des ordonnances et appelle à rejoindre, en masse, les différents appels à la mobilisation, à commencer par l'appel du 10 octobre. Le mot d'ordre, quoi qu'en disent les médias, n'a pas changé : Le retrait des ordonnances dans son intégralité !!!

La brèche est ouverte, ceux qui luttent peuvent perdre, ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu !!!

Montreuil le 5 octobre 2017

COUP DE GUEULE

À propos de l'article du « Monde » du 1^{er} octobre sur le risque de déflation, aux USA comme en Europe

Par Antoine DUCROS

Alors que le chômage baisse, les économistes constatent que l'inflation est dangereusement faible, malgré l'arrosage à grandes eaux des banques centrales. Leur explication (et ça ne vient pas de cénacles gauchisants) : il y a certes des embauches, mais dans des conditions extrêmement dégradées (bas salaires, statuts précaires), en partie parce qu'elles ont majoritairement lieu dans des branches ou entreprises avec des syndicats faibles ou inexistantes.

Évidemment (c'est mon analyse, « Le Monde » n'évoque pas cette question précise) la politique de Macron ne peut que renforcer cette tendance. Elle est foncièrement déflationniste : baisse en euros constants des salaires des fonctionnaires et sans doute à terme de leurs retraites, préparation probable des esprits à une baisse future du SMIC (il a nommé une commission sur le SMIC dont le président est favorable à un SMIC variable selon les régions...), baisse des

revenus nets des retraités dès le seuil (très bas) de 1200€/mois ; et en ce qui concerne le secteur privé : obsession du « coût du travail », réforme du droit du travail qui va dans le sens de la précarisation et de la pression à la baisse sur les salaires, réforme annoncée des indemnités de chômage qui renforcera l'incitation des chômeurs à accepter le plus vite possible des postes sous-payés par rapport à leur qualification, etc.

Cette vision déflationniste était en un sens déjà perceptible avec le lancement emblématique des « cars Macron » : le seul projet de notre Président, c'est finalement la société low-cost, avec baisse simultanée des salaires, des prix, et de la qualité des produits et prestations vendus.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)